

LA PRÉSENTE LETTRE D'ENVOI DOIT ÊTRE UTILISÉE UNIQUEMENT DANS LE CADRE DU PLAN D'ARRANGEMENT ENTRE DOREL INDUSTRIES INC. ET 9248-4502 QUÉBEC INC

LA PRÉSENTE LETTRE D'ENVOI DOIT ÊTRE VALABLEMENT REMPLIE, DÛMENT SIGNÉE ET RETOURNÉE AU DÉPOSITAIRE, SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. IL EST IMPORTANT DE REMPLIR VALABLEMENT, DE DÛMENT SIGNER ET DE RETOURNER LA PRÉSENTE LETTRE D'ENVOI DANS LES DÉLAIS IMPARTIS CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS FIGURANT AUX PRÉSENTES. VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LA CIRCULAIRE ET LES INSTRUCTIONS QUI ACCOMPAGNENT LA PRÉSENTE LETTRE D'ENVOI AVANT DE LA REMPLIR.

LETTRE D'ENVOI

POUR LES ACTIONS À DROIT DE VOTE MULTIPLE DE CATÉGORIE A ET LES ACTIONS À DROIT DE VOTE SUBALTERNE DE CATÉGORIE B DE DOREL INDUSTRIES INC.

La présente lettre d'envoi, dûment remplie et signée, accompagnée de tous les autres documents requis, doit être jointe aux certificats ou aux avis du système d'inscription direct (les « **avis du SID** »), selon le cas, des actions à droit de vote multiple de catégorie A et/ou actions à droit de vote subalterne de catégorie B (collectivement, les « **actions** ») de Dorel Industries Inc. (la « **société** ») qui ont été déposées dans le cadre du plan d'arrangement proposé (l'« **arrangement** ») aux termes des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) entre la société et 9428-4502 Québec inc. (l'« **acheteur** ») qui sera présenté à l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la société (les « **actionnaires** ») devant être tenue le 16 février 2021, ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement (l'« **assemblée** »), afin d'y être approuvé, comme il est décrit dans l'avis de convocation de l'assemblée extraordinaire des actionnaires et dans la circulaire de sollicitation de procurations du 3 décembre 2020 (la « **circulaire** »).

Les termes utilisés dans la présente lettre d'envoi sans y être définis ont le sens qui leur est conféré dans la circulaire. Des exemplaires de la convention d'arrangement, du plan d'arrangement et de la circulaire sont disponibles sous le profil de la société sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Une fois remise au dépositaire, la lettre d'envoi est irrévocable et ne peut plus être retirée par l'actionnaire, sauf si l'arrangement n'a pas lieu et que la convention d'arrangement est résiliée conformément à ses modalités.

La présente lettre d'envoi doit être utilisée uniquement par les actionnaires inscrits. Les actionnaires dont les actions sont immatriculées au nom d'un intermédiaire, comme un courtier en valeurs, un courtier en placement, une banque, une société de fiducie ou un autre intermédiaire, NE DOIVENT PAS utiliser la présente lettre d'envoi, mais plutôt communiquer avec leur intermédiaire pour obtenir des instructions et de l'aide sur la manière de déposer ces actions. Pour obtenir la contrepartie pour leurs actions, les actionnaires inscrits sont tenus de déposer auprès du dépositaire les certificats représentant les actions qu'ils détiennent, ainsi qu'une lettre d'envoi dûment remplie et signée. La présente lettre d'envoi, dûment remplie et signée, ainsi que tous les autres documents requis, doivent accompagner tous les certificats représentant les actions déposées en vue du paiement prévu par l'arrangement.

La réalisation de l'arrangement est assujettie au respect de certaines conditions. Aucune contrepartie ne sera versée avant la date de prise d'effet. Se reporter à la circulaire au sujet du calendrier prévu de la réalisation de l'arrangement.

Aux termes de l'arrangement, les actionnaires (à l'exception des actionnaires procédant au transfert et des actionnaires qui ont valablement exercé leur droit à la dissidence) ont le droit de recevoir, en contrepartie de chaque action qu'ils détiennent, 14,50 \$ en espèces, sans intérêt (la « contrepartie »), moins les sommes devant être déduites conformément au plan d'arrangement.

À l'heure de prise d'effet, que les actionnaires inscrits aient remis la présente lettre d'envoi, le ou les certificats ou avis du SID représentant les actions et tous les autres documents requis au dépositaire ou non, les actionnaires inscrits cesseront d'être des actionnaires de la société.

Les actionnaires qui ne remettent pas à Services aux investisseurs Computershare Inc. (« Computershare » ou le « dépositaire ») le ou les certificats ou avis du SID, selon le cas, ainsi que tous les autres documents requis au plus tard au sixième anniversaire de la date de prise d'effet perdront leur droit de recevoir une contrepartie en échange de leurs actions.

À : DOREL INDUSTRIES INC.

À : 9428-4502 QUÉBEC INC.

ET À : SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC., à ses bureaux indiqués aux présentes.

Dans le cadre de l'arrangement qui sera examiné aux fins d'approbation à l'assemblée, le soussigné atteste qu'il a lu les instructions énoncées aux présentes avant de remplir la présente lettre d'envoi et que selon les modalités et sous réserve des conditions énoncées dans l'arrangement, le soussigné dépose par les présentes auprès du dépositaire, aux fins de transfert en échange de la contrepartie, le ou les certificats ou avis du SID ci-joints représentant les actions, dont les détails sont les suivants : *(En majuscules ou dactylographié)*

Numéro des certificats ou avis du SID	Nom auquel les actions sont immatriculées (Veuillez inscrire les noms exactement comme ils figurent sur le ou les certificats ou avis du SID)	Nombre d'actions représentées par les certificats ou avis du SID
TOTAL :		

(Si l'espace est insuffisant, veuillez joindre une liste conforme au modèle ci-dessus.)

EN LIEN AVEC L'ARRANGEMENT ET POUR CONTREPARTIE DE VALEUR REÇUE, le soussigné transmet par les présentes à l'acheteur, à l'heure prévue dans le plan d'arrangement et conformément au plan d'arrangement, tous ses droits, titres et intérêts sur les actions représentées par le ou les certificats ou avis du SID joints aux présentes (les « **actions déposées** »). Le soussigné remet avec les présentes le ou les certificats ou avis du SID, selon le cas, dont il est question ci-dessus, aux fins d'annulation au moment prévu au plan d'arrangement et conformément au plan d'arrangement. Le soussigné accuse réception de la circulaire et déclare et garantit ce qui suit : (i) le soussigné est, et sera immédiatement avant l'heure de prise d'effet, le porteur inscrit des actions déposées et il possède la totalité des droits et des bénéfices découlant de celles-ci; (ii) les actions déposées constituent la totalité des actions détenues en propriété inscrite, directement ou indirectement, par le soussigné; (iii) le soussigné est dûment autorisé à déposer, à vendre et à transférer les actions déposées; (iv) à l'heure de prise d'effet, l'acheteur acquerra à l'égard des actions déposées un titre de propriété valable, libre et quitte de toute hypothèque, de tout privilège, de toute charge, de toute sûreté, de toute créance et de tout droit en équité, et conformément au plan d'arrangement; (v) les actions déposées n'ont pas été vendues, cédées ou transférées, et aucune entente n'a été conclue à l'effet de vendre, de céder ou de transférer l'une ou l'autre des actions déposées à quiconque, à l'exception de ce qui est prévu dans la présente lettre d'envoi; (vi) le soussigné a tous les pouvoirs pour signer et remettre la présente lettre d'envoi et pour déposer, vendre, céder, transférer et remettre les actions déposées; (vii) lorsque la contrepartie totale à laquelle a droit le soussigné aux termes du plan d'arrangement, déduction faite de toute retenue applicable, aura été versée, ni la société, ni l'acheteur ou des membres de leur groupe ni aucun de leurs successeurs ne pourra faire l'objet d'une opposition à l'égard de ces actions déposées; (viii) la remise des actions déposées respecte l'ensemble des lois applicables; (ix) tous les renseignements donnés par le soussigné dans la présente lettre d'envoi sont véridiques, exacts et complets; (x) le soussigné, avant l'heure de prise d'effet, ne transférera pas et ne permettra pas que soient transférées les actions déposées; (xi) la remise de la contrepartie relative aux actions déposées libérera la société, l'acheteur et le dépositaire de toute obligation à l'égard des questions couvertes par la présente lettre d'envoi. Les engagements, déclarations et garanties du soussigné qui figurent aux présentes demeureront en vigueur à la réalisation de l'arrangement.

Le soussigné reconnaît que la remise des actions déposées ne sera réputée effectuée que lorsque les actions déposées auront été dûment reçues par le dépositaire, et que le risque de perte et le titre de ces actions déposées ne seront transférés qu'au moment de leur réception par le dépositaire.

À l'heure de prise d'effet, la totalité des droits, titres et intérêts du soussigné à l'égard des actions déposées et de l'ensemble des dividendes, distributions, paiements, titres, droits, bons de souscription, actifs ou autres intérêts (collectivement, les « **distributions** ») qui peuvent être déclarés, payés, cumulés, émis, distribués, effectués ou transférés à l'égard des actions déposées ou d'une partie de celles-ci à compter de la date de prise d'effet, ainsi que le droit du soussigné de recevoir toutes les distributions, est cédée à l'acheteur.

Le soussigné constitue et nomme irrévocablement le dépositaire, et toute autre personne désignée par l'acheteur par écrit, mandataire et fondé de pouvoir véridique et légal du soussigné à l'égard des actions déposées dans le cadre de l'arrangement avec plein pouvoir de substitution (une telle procuration, accompagnée d'un intérêt, étant irrévocable) pour le soussigné, en son nom et pour son compte, (i) enregistrer ou inscrire le transfert de ces actions déposées comprenant des titres dans les registres de la société et (ii) signer et négocier les chèques ou autres effets représentant toute distribution ainsi payable au soussigné ou à l'ordre de celui-ci.

Le soussigné révoque la totalité des autres pouvoirs, que ce soit à titre de mandataire, de fondé de pouvoir ou autre, conférés antérieurement ou qu'il a convenu de conférer à tout moment à l'égard des actions déposées ou de toute autre distribution, à l'exception de ceux énoncés dans la présente lettre d'envoi, sauf à l'égard de toute procuration accordée à des fins d'utilisation à l'assemblée ou dans toute convention signée entre le soussigné et l'acheteur. Outre ce qui est lié à l'assemblée ou ce qui est contenu dans toute convention signée entre le soussigné et l'acheteur, aucun pouvoir subséquent, que ce soit à titre de mandataire, de fondé de pouvoir ou autre, ne sera accordé à l'égard des actions déposées ou de toute distribution effectuée par le soussigné ou pour son compte, sauf si les actions déposées ne sont pas prises en livraison et payées dans le cadre de l'arrangement.

Le soussigné accepte de signer tous les documents, tous les transferts et toutes les autres garanties qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour transmettre efficacement les actions déposées et les distributions à l'acheteur. Le soussigné reconnaît qu'en signant la présente lettre d'envoi, il est réputé avoir convenu que les questions relatives à la validité, à la forme, à l'admissibilité (y compris la réception en temps opportun) et à l'acceptation des actions déposées conformément au plan d'arrangement seront tranchées par la société et l'acheteur à leur discrétion et que cette décision sera finale et exécutoire.

Chaque pouvoir que le soussigné a conféré ou accepté de conférer dans la présente lettre d'envoi demeure en vigueur advenant le décès, l'incapacité juridique, la faillite ou l'insolvabilité du soussigné et peut être exercé durant toute incapacité juridique subséquente du soussigné, et toutes les obligations du soussigné aux termes de la présente lettre d'envoi lieront ses héritiers, ses représentants personnels, ses successeurs et ses ayants droit.

Conformément aux règles de l'Association canadienne des paiements, un plafond de 25 M\$ a été fixé pour les chèques, les traites bancaires et les autres paiements sur papier traités par l'intermédiaire du système de compensation canadien. En conséquence, le soussigné reconnaît par les présentes que tout paiement supérieur à 25 M\$ sera effectué par le dépositaire par virement télégraphique conformément aux Règles du Système de transfert de paiements de grande valeur établies par l'Association canadienne des paiements.

Sous réserve du plafond de 25 M\$ décrit au paragraphe précédent, le soussigné donne au dépositaire, à la prise d'effet de l'arrangement, l'instruction de poster le chèque ou de verser les fonds par virement télégraphique, selon le cas, représentant la contrepartie totale à laquelle a droit le soussigné pour les actions déposées, moins toute somme devant être déduite ou retenue conformément au plan d'arrangement. À moins qu'un actionnaire donne au dépositaire l'instruction de conserver le ou les chèques aux fins de cueillette dans l'ENCADRÉ A, ceux-ci seront transmis par courrier de première classe affranchi, ou conservés aux fins de cueillette, selon les instructions données ci-dessous. Si l'arrangement n'a pas lieu pour quelque raison que ce soit, le ou les certificats ou avis du SID, selon le cas, et autres documents pertinents qui ont été déposés devront être retournés au soussigné sans délai conformément aux instructions de remise figurant dans la présente lettre d'envoi ou, si aucune adresse n'y est précisée, au soussigné à sa dernière adresse figurant dans les registres de la société tenus par l'agent des transferts. Aucun intérêt ne courra ou ne sera versé au soussigné sur le paiement de la contrepartie totale à l'égard des actions déposées aux termes de l'arrangement, même en cas de retard dans le paiement des actions déposées. Le dépositaire sera considéré comme le mandataire, prête-nom et représentant des personnes qui ont déposé des actions dans le cadre du plan d'arrangement, chargé de recevoir la contrepartie totale due à ces personnes et de la leur remettre. La réception, par le dépositaire, de la contrepartie totale sera réputée constituer la réception du paiement par les personnes déposant des actions. Le soussigné reconnaît et convient qu'il ne recevra pas de paiement au titre des actions déposées avant que le ou les certificats représentant les actions déposées, le cas échéant, dont le soussigné est propriétaire, aient été reçus par le dépositaire à l'une des adresses indiquées ci-après, accompagnés de tous les documents supplémentaires que le dépositaire pourrait exiger et avant que ces certificats et documents aient été acheminés aux fins de paiement par le dépositaire.

Le soussigné reconnaît et convient qu'il lui incombe de choisir le mode de livraison des certificats représentant les actions et de tous les autres documents exigés et qu'il fait ce choix à ses risques. Le soussigné reconnaît que ni la société, ni l'acheteur, ni le dépositaire, ni personne d'autre, n'est tenu de l'aviser d'un vice ou d'une irrégularité dans le dépôt ni n'encourt de responsabilité pour avoir omis de donner pareil avis.

Le soussigné reconnaît que, conformément au plan d'arrangement, l'acheteur, la société et le dépositaire, selon le cas, sont autorisés à déduire et retenir de toute somme autrement payable ou devant être remise à un actionnaire ou à un autre porteur de titre aux termes du plan d'arrangement ou de la convention d'arrangement les sommes que l'acheteur, la société ou le dépositaire, selon le cas, doivent déduire et retenir, ou croient raisonnablement devoir déduire et retenir, d'une telle somme autrement payable ou devant être remise en vertu de toute disposition d'une loi fiscale.

Le soussigné reconnaît que la société et/ou l'acheteur pourrait être tenu de divulguer des renseignements personnels sur le soussigné et consent à la divulgation de renseignements personnels à son égard (i) aux bourses ou aux autorités de réglementation en valeurs mobilières, (ii) au dépositaire, (iii) à l'une ou l'autre des parties à l'arrangement et (iv) au conseiller juridique de l'une ou l'autre des parties à l'arrangement.

Si l'arrangement n'est pas réalisé ou n'a pas lieu, le ou les certificats ou avis du SID ci-joints représentant les actions déposées seront retournés au soussigné sans délai conformément aux instructions de remise figurant dans la présente lettre d'envoi ou, si aucune adresse n'y est précisée, au soussigné à sa dernière adresse figurant dans les registres de la société tenus par Computershare, en sa qualité d'agent des transferts et d'agent chargé de la tenue des registres de la société.

Le ou les certificats ou avis du SID décrits ci-dessus sont joints aux présentes et l'actionnaire inscrit dépose irrévocablement ces certificats et avis du SID représentant les actions déposées en échange de la contrepartie à laquelle il a droit aux termes de l'arrangement. L'actionnaire inscrit transmet le ou les certificats ou avis du SID décrits ci-dessus représentant les actions déposées qui doivent être traités conformément à la présente lettre d'envoi. **Les propriétaires véritables devraient communiquer avec leur intermédiaire, comme leur courtier en valeurs, courtier en placement, banque, société de fiducie ou autre intermédiaire, pour obtenir des instructions et de l'aide afin de recevoir la contrepartie pour leurs actions.**

La présente lettre d'envoi sera régie par les lois de la province de Québec et par les lois fédérales du Canada qui y sont applicables, et elle sera interprétée conformément à ces lois. L'actionnaire inscrit visé par la présente lettre d'envoi s'en remet irrévocablement à la compétence exclusive des tribunaux du Québec qui sont situés dans la ville de Montréal et renonce à s'opposer au traitement de toute action en justice devant de tels tribunaux et à toute prétention selon laquelle ces tribunaux constituent un lieu inapproprié pour le traitement d'une action en justice.

ENCADRÉ A
REMISE DES ESPÈCES ET DES ACTIONS

Toutes les espèces et les actions auxquelles vous avez droit vous seront émises et transmises par la poste à votre adresse inscrite au registre, sauf indication contraire. Si vous souhaitez que vos espèces ou actions soient émises à un nom différent ou à une adresse différente, veuillez remplir l'encadré B et vous reporter aux INSTRUCTIONS 2 ET 3.

- POSTER LE CHÈQUE/LES ACTIONS À L'ADRESSE INSCRITE AU DOSSIER (**PAR DÉFAUT**)

- POSTER LE CHÈQUE/LES ACTIONS À UNE ADRESSE DIFFÉRENTE (REmplir L'ENCADRÉ B)

- CONSERVER LE CHÈQUE AUX FINS DE CUEILLETTE AU BUREAU DE COMPUTERSHARE (COCHER L'ENDROIT)

- TORONTO MONTRÉAL VANCOUVER CALGARY

- VEUILLEZ VOUS REPORTER À L'INSTRUCTION 10 POUR OBTENIR L'ADRESSE DES BUREAUX

- VERSER LES FONDS PAR VIREMENT* (REmplir L'ENCADRÉ D)

ENCADRÉ B
FAIRE LE PAIEMENT AU NOM DE* :

- COCHER CETTE CASE SI LE NOM EST LE MÊME QUE CELUI INSCRIT AU REGISTRE (PAR DÉFAUT)**

(NOM)

(ADRESSE)

(VILLE ET PROVINCE OU ÉTAT)

(PAYS ET CODE POSTAL)

(NUMÉRO DE TÉLÉPHONE (HEURES OUVRABLES))

(NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE OU DE SÉCURITÉ SOCIALE)

*SI LE NOM OU L'ADRESSE EST DIFFÉRENT DE CE QUI EST INDIQUÉ AU REGISTRE, VEUILLEZ FOURNIR LES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS REQUIS AUX FINS DE TRANSFERT (SE REPORTER AUX INSTRUCTIONS 2 ET 3)

ENCADRÉ C
DÉCLARATION DE RÉSIDENCE

TOUS LES ACTIONNAIRES DE DOREL INDUSTRIES INC. SONT TENUS DE REMPLIR UNE DÉCLARATION DE RÉSIDENCE. LE DÉFAUT DE REMPLIR UNE TELLE DÉCLARATION PEUT ENTRAÎNER UN RETARD DANS LE VERSEMENT DU PAIEMENT AUQUEL VOUS AVEZ DROIT.

Le soussigné déclare que :

- Le propriétaire véritable des actions de Dorel Industries Inc. déposées aux termes des présentes **est** un actionnaire américain.

- Le propriétaire véritable des actions de Dorel Industries Inc. déposées aux termes des présentes **n'est pas** un actionnaire américain.

Un « **actionnaire américain** » est un actionnaire de Dorel Industries Inc. qui (i) fournit une adresse à l'ENCADRÉ B qui est située aux États-Unis ou dans tout territoire ou possession des États-Unis, ou (ii) une « personne des États-Unis » pour l'application de l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis tel qu'il est défini à l'instruction 8 ci-après. Si vous êtes une personne des États-Unis ou agissez pour le compte d'une personne des États-Unis, dans le but d'éviter la retenue de garantie à l'égard de l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis, vous devez fournir un formulaire W-9 de l'IRS (joint ci-après) rempli, ou autrement fournir une certification à l'effet que la personne des États-Unis est exemptée de la retenue de garantie tel qu'il est indiqué dans les instructions (voir section VIII). Si vous n'êtes pas un actionnaire américain tel qu'il est défini à (ii) ci-dessus, mais que vous fournissez une adresse située aux États-Unis, vous devez remplir le formulaire W-8 approprié.

ENCADRÉ D
VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE*

*** VEUILLEZ NOTER QUE DES FRAIS BANCAIRES DE 100 \$ SONT IMPOSÉS POUR LES VIREMENTS TÉLÉGRAPHIQUES. EN REVANCHE, LES PAIEMENTS PAR CHÈQUE SONT ÉMIS SANS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES.**

*** SI LES RENSEIGNEMENTS POUR LE VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUES SONT ERRONÉS OU INCOMPLETS, COMPUTERSHARE TENTERA DE COMMUNIQUER AVEC VOUS ET DE CORRIGER LE PROBLÈME. CEPENDANT, SI NOUS NE POUVONS PAS CORRIGER LE PROBLÈME RAPIDEMENT, UN CHÈQUE SERA ÉMIS AUTOMATIQUEMENT ET POSTÉ À L'ADRESSE INSCRITE AU REGISTRE. AUCUNS FRAIS NE SERONT FACTURÉS.**

Veillez fournir votre adresse électronique et votre numéro de téléphone au cas où nous devrions communiquer avec vous pour effectuer des corrections :

ADRESSE COURRIEL : _____ **NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :** _____

**** Nom du ou des bénéficiaires qui figurent sur le compte de votre institution financière – DOIT être le même nom et la même adresse que le nom et l'adresse auxquels vos actions sont inscrites**

**** Adresse du bénéficiaire (Remarque : Les cases postales ne sont pas acceptées)**

**** Ville**

**** Province/État**

**** Code postal/Code Zip**

**** Banque du bénéficiaire / Institution financière**

**** Adresse de la banque**

**** Ville**

**** Province/État**

**** Code postal/Code Zip**

VEUILLEZ NE REMPLIR QUE LES CASES APPLICABLES CI-APRÈS, COMME FOURNIES PAR VOTRE INSTITUTION FINANCIÈRE. VOUS N'ÊTES PAS TENU DE REMPLIR TOUTES LES CASES

**** Numéro de compte bancaire**

**Numéro de la banque et numéro de domiciliation
(Banques canadiennes)**

(3 chiffres et 5 chiffres)

Numéro d'acheminement/ABA (Banques américaines)

(9 chiffres)

Code SWIFT ou BIC

IBAN

Code de tri (GBP)

(11 caractères – si vous n'en avez que 8, ajoutez « XXX » pour les 3 derniers caractères)

Remarques supplémentaires et directives d'acheminement particulières :

**** Champs obligatoires**

ENCADRÉ E
PERTE DE CERTIFICATS

Si le ou les certificats que vous avez perdus font partie d'une succession ou d'une fiducie, ou s'ils sont évalués à plus de 200 000,00 \$, veuillez communiquer avec Computershare pour obtenir des directives supplémentaires. Toute personne qui, sciemment et avec l'intention de frauder une compagnie d'assurance ou une autre personne, présente une demande de règlement qui comprend une information fautive importante ou qui, en vue de tromper, dissimule une information sur un fait important commet, un acte frauduleux en matière d'assurance, lequel constitue un acte criminel.

Calcul de la prime :

<Nombre d'actions perdues> X 0,435 \$ = Prime payable _____ \$ REMARQUE : Aucun paiement **NE SERA VERSÉ** si le montant de la prime est inférieur à 5,00 \$

L'option de remplacer votre certificat en remplissant l'ENCADRÉ E expire le **30 juillet 2021**. Après cette date, les actionnaires doivent communiquer avec Computershare pour d'autres options de remplacement. Je joins mon chèque visé, ma traite bancaire ou mon mandat libellé en monnaie canadienne à l'ordre de **Services aux investisseurs Computershare inc.**

DÉCLARATION DE PERTE DE CERTIFICATS :

Le soussigné (solidairement, s'il y en a plus d'un) déclare ce qui suit et en convient : (i) le soussigné est (et, s'il y a lieu, le propriétaire inscrit du ou des certificats originaux [les « **originaux** »], au moment de son décès, était) le propriétaire légitime et inconditionnel des originaux et a droit à la possession pleine et entière de ceux-ci; (ii) le ou les certificats manquants qui représentent les originaux ont été perdus, volés ou détruits, et n'ont pas été endossés, encaissés, négociés, transférés, cédés, donnés en gage, hypothéqués, grevés de quelque façon que ce soit ou autrement aliénés; (iii) une recherche diligente du ou des certificats a été effectuée et ceux-ci n'ont pas été trouvés et (iv) le soussigné fait cette déclaration dans le but de transférer ou d'échanger les originaux (y compris, s'il y a lieu, sans homologation, lettres d'administration ou attestation du ou des fiduciaires de succession ou autres documents similaires accordés par un tribunal), et accepte par les présentes de remettre le ou les certificats représentant les originaux aux fins d'annulation si le soussigné, à tout moment, trouve le ou les certificats.

Par les présentes, le soussigné convient, pour lui-même et ses héritiers, ayants droit et représentants personnels, en contrepartie du transfert ou de l'échange des originaux, d'indemniser intégralement, de protéger et de dégager de toute responsabilité Dorel Industries Inc., Services aux investisseurs Computershare Inc., Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada, chacun de leurs successeurs et ayants droit légitimes, et toute autre partie à la transaction (les « **obligataires** »), à l'égard des pertes, coûts et dommages, y compris les frais juridiques et les honoraires d'avocats qu'ils pourraient subir ou dont ils pourraient être responsables en ce qui concerne l'annulation et/ou le remplacement des originaux ou du ou des certificats représentant les originaux ou le transfert ou l'échange des originaux représentés par ceux-ci, lors du transfert, de l'échange ou de l'émission des originaux ou d'un chèque pour tout paiement en espèces. Les droits revenant aux obligataires au titre de la phrase précédente ne sont pas limités par la négligence, l'inadvertance, l'accident, la surveillance ou la violation d'une obligation de la part des obligataires ou de leurs dirigeants, employés et mandataires respectifs ou par leur incapacité à enquêter sur une réclamation ou à la contester chaque fois que la négligence, l'inadvertance, l'accident, la surveillance, la violation ou le manquement peut se produire ou s'est produit. Le soussigné reconnaît qu'il doit payer des frais de **0,435 \$** par action perdue. La protection de la caution pour les obligataires est fournie par le *Blanket Lost Original Instruments/Waiver of Probate or Administration Bond No. 35900-16* émis par Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada.

SIGNATURE DU OU DES ACTIONNAIRES

Signature garantie par :

(s'il y a lieu selon l'instruction 3)

Signataire autorisé

Nom du garant (en majuscules)

Adresse du garant (en majuscules)

Date : _____ 202__

Signature de l'actionnaire ou du représentant autorisé
(voir les Instructions 2 et 4)

Adresse

Nom de l'actionnaire (en majuscules)

N° de téléphone

Nom du représentant autorisé, s'il y a lieu
(En majuscules)

[Note : Le texte qui suit ne s'adresse qu'à des actionnaires américains et est donc présenté dans sa version originale anglaise.]

Form W-9 (Rev. October 2018) Department of the Treasury Internal Revenue Service	Request for Taxpayer Identification Number and Certification	Give Form to the requester. Do not send to the IRS.
Print or type See Specific Instructions on page 2.	1 Name (as shown on your income tax return). Name is required on this line; do not leave this line blank.	
	2 Business name/disregarded entity name, if different from above	
	3 Check appropriate box for federal tax classification: <input type="checkbox"/> Individual/sole proprietor or single-member LLC <input type="checkbox"/> Limited liability company. Enter the tax classification (C=C corporation, S=S corporation, P=partnership) ▶ _____ <p style="text-align: center;">Note. For a single-member LLC that is disregarded, do not check LLC; check the appropriate box in the line above for the tax classification of the single-member owner.</p> <input type="checkbox"/> Other (see instructions) ▶ _____	4 Exemptions (codes apply only to certain entities, not individuals; see instructions on page 3): Exempt payee code (if any) _____ Exemption from FATCA reporting code (if any) _____ <i>(Applies to accounts maintained outside of the U.S.)</i>
	5 Address (number, street, and apt. or suite no.)	Requester's name and address (optional)
	6 City, state, and ZIP code	
	7 List account number(s) here (optional)	

Part I Taxpayer Identification Number (TIN)																																									
Enter your TIN in the appropriate box. The TIN provided must match the name given on line 1 to avoid backup withholding. For individuals, this is your social security number (SSN). However, for a resident alien, sole proprietor, or disregarded entity, see the Part I instructions on page 3. For other entities, it is your employer identification number (EIN). If you do not have a number, see <i>How to get a TIN</i> on page 3. Note. If the account is in more than one name, see the instructions for line 1 and the chart on page 4 for guidelines on whose number to enter.	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="10" style="text-align: center;">Social security number</td> </tr> <tr> <td style="width:20%; height: 20px;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">or</p> <table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="10" style="text-align: center;">Employer identification number</td> </tr> <tr> <td style="width:20%; height: 20px;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> <td style="width:20%;"></td> </tr> </table>	Social security number																				Employer identification number																			
Social security number																																									
Employer identification number																																									

Part II Certification	
Under penalties of perjury, I certify that:	
1. The number shown on this form is my correct taxpayer identification number (or I am waiting for a number to be issued to me); and	
2. I am not subject to backup withholding because: (a) I am exempt from backup withholding, or (b) I have not been notified by the Internal Revenue Service (IRS) that I am subject to backup withholding as a result of a failure to report all interest or dividends, or (c) the IRS has notified me that I am no longer subject to backup withholding; and	
3. I am a U.S. citizen or other U.S. person (defined below); and	
4. The FATCA code(s) entered on this form (if any) indicating that I am exempt from FATCA reporting is correct.	
Certification instructions. You must cross out item 2 above if you have been notified by the IRS that you are currently subject to backup withholding because you have failed to report all interest and dividends on your tax return. For real estate transactions, item 2 does not apply. For mortgage interest paid, acquisition or abandonment of secured property, cancellation of debt, contributions to an individual retirement arrangement (IRA), and generally, payments other than interest and dividends, you are not required to sign the certification, but you must provide your correct TIN. See the instructions on page 3.	

Sign Here	Signature of U.S. person ▶	Date ▶
------------------	-----------------------------------	---------------

General Instructions
 Section references are to the Internal Revenue Code unless otherwise noted.

Future developments. Information about developments affecting Form W-9 (such as legislation enacted after we release it) is at www.irs.gov/fw9.

Purpose of Form
 An individual or entity (Form W-9 requester) who is required to file an information return with the IRS must obtain your correct taxpayer identification number (TIN) which may be your social security number (SSN), individual taxpayer identification number (ITIN), adoption taxpayer identification number (ATIN), or employer identification number (EIN), to report on an information return the amount paid to you, or other amount reportable on an information return. Examples of information returns include, but are not limited to, the following:

- Form 1099-INT (interest earned or paid)
- Form 1099-DIV (dividends, including those from stocks or mutual funds)
- Form 1099-MISC (various types of income, prizes, awards, or gross proceeds)
- Form 1098 (home mortgage interest), 1098-E (student loan interest), 1098-T (tuition)
- Form 1099-C (canceled debt)
- Form 1099-A (acquisition or abandonment of secured property)

Use Form W-9 only if you are a U.S. person (including a resident alien), to provide your correct TIN.

If you do not return Form W-9 to the requester with a TIN, you might be subject to backup withholding. See *What is backup withholding?* on page 2.

By signing the filled-out form, you:

1. Certify that the TIN you are giving is correct (or you are waiting for a number to be issued),
2. Certify that you are not subject to backup withholding, or
3. Claim exemption from backup withholding if you are a U.S. exempt payee. If applicable, you are also certifying that as a U.S. person, your allocable share of any partnership income from a U.S. trade or business is not subject to the withholding tax on foreign partners' share of effectively connected income, and
4. Certify that FATCA code(s) entered on this form (if any) indicating that you are exempt from the FATCA reporting, is correct. See *What is*

- Form 1099-B (stock or mutual fund sales and certain other transactions by brokers)
- Form 1099-S (proceeds from real estate transactions)
- Form 1099-K (merchant card and third party network transactions)

Definition of a U.S. person. For federal tax purposes, you are considered a U.S. person if you are:

- An individual who is a U.S. citizen or U.S. resident alien;
- A partnership, corporation, company, or association created or organized in the United States or under the laws of the United States;
- An estate (other than a foreign estate); or
- A domestic trust (as defined in Regulations section 301.7701-7).

Special rules for partnerships. Partnerships that conduct a trade or business in the United States are generally required to pay a withholding tax under section 1446 on any foreign partners' share of effectively connected taxable income from such business. Further, in certain cases where a Form W-9 has not been received, the rules under section 1446 require a partnership to presume that a partner is a foreign person, and pay the section 1446 withholding tax. Therefore, if you are a U.S. person that is a partner in a partnership conducting a trade or business in the United States, provide Form W-9 to the partnership to establish your U.S. status and avoid section 1446 withholding on your share of partnership income.

In the cases below, the following person must give Form W-9 to the partnership for purposes of establishing its U.S. status and avoiding withholding on its allocable share of net income from the partnership conducting a trade or business in the United States:

- In the case of a disregarded entity with a U.S. owner, the U.S. owner of the disregarded entity and not the entity,
- In the case of a grantor trust with a U.S. grantor or other U.S. owner, generally, the U.S. grantor or other U.S. owner of the grantor trust and not the trust, and
- In the case of a U.S. trust (other than a grantor trust), the U.S. trust (other than a grantor trust) and not the beneficiaries of the trust.

Foreign person. If you are a foreign person or the U.S. branch of a foreign bank that has elected to be treated as a U.S. person, do not use Form W-9. Instead, use the appropriate Form W-8 or Form 8233 (see Publication 515, Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities).

Nonresident alien who becomes a resident alien. Generally, only a nonresident alien individual may use the terms of a tax treaty to reduce or eliminate U.S. tax on certain types of income. However, most tax treaties contain a provision known as a "saving clause." Exceptions specified in the saving clause may permit an exemption from tax to continue for certain types of income even after the payee has otherwise become a U.S. resident alien for tax purposes.

If you are a U.S. resident alien who is relying on an exception contained in the saving clause of a tax treaty to claim an exemption from U.S. tax on certain types of income, you must attach a statement to Form W-9 that specifies the following five items:

1. The treaty country. Generally, this must be the same treaty under which you claimed exemption from tax as a nonresident alien.
2. The treaty article addressing the income.
3. The article number (or location) in the tax treaty that contains the saving clause and its exceptions.
4. The type and amount of income that qualifies for the exemption from tax.
5. Sufficient facts to justify the exemption from tax under the terms of the treaty article.

Example. Article 20 of the U.S.-China income tax treaty allows an exemption from tax for scholarship income received by a Chinese student temporarily present in the United States. Under U.S. law, this student will become a resident alien for tax purposes if his or her stay in the United States exceeds 5 calendar years. However, paragraph 2 of the first Protocol to the U.S.-China treaty (dated April 30, 1984) allows the provisions of Article 20 to continue to apply even after the Chinese student becomes a resident alien of the United States. A Chinese student who qualifies for this exception (under paragraph 2 of the first protocol) and is relying on this exception to claim an exemption from tax on his or her scholarship or fellowship income would attach to Form W-9 a statement that includes the information described above to support that exemption.

If you are a nonresident alien or a foreign entity, give the requester the appropriate completed Form W-8 or Form 8233.

Backup Withholding

FATCA reporting? on page 2 for further information.

Note. If you are a U.S. person and a requester gives you a form other than Form W-9 to request your TIN, you must use the requester's form if it is substantially similar to this Form W-9.

interest, dividends, broker and barter exchange transactions, rents, royalties, nonemployee pay, payments made in settlement of payment card and third party network transactions, and certain payments from fishing boat operators. Real estate transactions are not subject to backup withholding.

You will not be subject to backup withholding on payments you receive if you give the requester your correct TIN, make the proper certifications, and report all your taxable interest and dividends on your tax return.

Payments you receive will be subject to backup withholding if:

1. You do not furnish your TIN to the requester,
2. You do not certify your TIN when required (see the Part II instructions on page 3 for details),
3. The IRS tells the requester that you furnished an incorrect TIN,
4. The IRS tells you that you are subject to backup withholding because you did not report all your interest and dividends on your tax return (for reportable interest and dividends only), or
5. You do not certify to the requester that you are not subject to backup withholding under 4 above (for reportable interest and dividend accounts opened after 1983 only).

Certain payees and payments are exempt from backup withholding. See Exempt payee code on page 3 and the separate Instructions for the Requester of Form W-9 for more information.

Also see Special rules for partnerships above.

What is FATCA reporting?

The Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) requires a participating foreign financial institution to report all United States account holders that are specified United States persons. Certain payees are exempt from FATCA reporting. See *Exemption from FATCA reporting code* on page 3 and the Instructions for the Requester of Form W-9 for more information.

Updating Your Information

You must provide updated information to any person to whom you claimed to be an exempt payee if you are no longer an exempt payee and anticipate receiving reportable payments in the future from this person. For example, you may need to provide updated information if you are a C corporation that elects to be an S corporation, or if you no longer are tax exempt. In addition, you must furnish a new Form W-9 if the name or TIN changes for the account, for example, if the grantor of a grantor trust dies.

Penalties

Failure to furnish TIN. If you fail to furnish your correct TIN to a requester, you are subject to a penalty of \$50 for each such failure unless your failure is due to reasonable cause and not to willful neglect.

Civil penalty for false information with respect to withholding. If you make a false statement with no reasonable basis that results in no backup withholding, you are subject to a \$500 penalty.

Criminal penalty for falsifying information. Willfully falsifying certifications or affirmations may subject you to criminal penalties including fines and/or imprisonment.

Misuse of TINs. If the requester discloses or uses TINs in violation of federal law, the requester may be subject to civil and criminal penalties.

Specific Instructions

Line 1

You must enter one of the following on this line; **do not** leave this line blank. The name should match the name on your tax return.

If this Form W-9 is for a joint account, list first, and then circle, the name of the person or entity whose number you entered in Part I of Form W-9.

a. **Individual.** Generally, enter the name shown on your tax return. If you have changed your last name without informing the Social Security Administration (SSA) of the name change, enter your first name, the last name as shown on your social security card, and your new last name.

Note. ITIN applicant: Enter your individual name as it was entered on your Form W-7 application, line 1a. This should also be the same as the name you entered on the Form 1040/1040A/1040EZ you filed with your application.

b. **Sole proprietor or single-member LLC.** Enter your individual name as shown on your 1040/1040A/1040EZ on line 1. You may enter your business, trade, or "doing business as" (DBA) name on line 2.

c. **Partnership, LLC that is not a single-member LLC, C**

What is backup withholding? Persons making certain payments to you must under certain conditions withhold and pay to the IRS 24% of such payments. This is called "backup withholding." Payments that may be subject to backup withholding include interest, tax-exempt

d. **Other entities.** Enter your name as shown on required U.S. federal tax documents on line 1. This name should match the name shown on the charter or other legal document creating the entity. You may enter any business, trade, or DBA name on line 2.

e. **Disregarded entity.** For U.S. federal tax purposes, an entity that is disregarded as an entity separate from its owner is treated as a "disregarded entity." See Regulations section 301.7701-2(c)(2)(iii). Enter the owner's name on line 1. The name of the entity entered on line 1 should never be a disregarded entity. The name on line 1 should be the name shown on the income tax return on which the income should be reported. For example, if a foreign LLC that is treated as a disregarded entity for U.S. federal tax purposes has a single owner that is a U.S. person, the U.S. owner's name is required to be provided on line 1. If the direct owner of the entity is also a disregarded entity, enter the first owner that is not disregarded for federal tax purposes. Enter the disregarded entity's name on line 2, "Business name/disregarded entity name." If the owner of the disregarded entity is a foreign person, the owner must complete an appropriate Form W-8 instead of a Form W-9. This is the case even if the foreign person has a U.S. TIN.

Line 2

If you have a business name, trade name, DBA name, or disregarded entity name, you may enter it on line 2.

Line 3

Check the appropriate box in line 3 for the U.S. federal tax classification of the person whose name is entered on line 1. Check only one box in line 3.

Limited Liability Company (LLC). If the name on line 1 is an LLC treated as a partnership for U.S. federal tax purposes, check the "Limited Liability Company" box and enter "P" in the space provided. If the LLC has filed Form 8832 or 2553 to be taxed as a corporation, check the "Limited Liability Company" box and in the space provided enter "C" for C corporation or "S" for S corporation. If it is a single-member LLC that is a disregarded entity, do not check the "Limited Liability Company" box; instead check the first box in line 3 "Individual/sole proprietor or single-member LLC."

Line 4

Exemptions

If you are exempt from backup withholding and/or FATCA reporting, enter in the appropriate space in line 4 any code(s) that may apply to you.

Exempt payee code. Generally, individuals (including sole proprietors) are not exempt from backup withholding.

- Except as provided below, corporations are exempt from backup withholding for certain payments, including interest and dividends.
- Corporations are not exempt from backup withholding for payments made in settlement of payment card or third party network transactions.
- Corporations are not exempt from backup withholding with respect to attorneys' fees or gross proceeds paid to attorneys, and corporations that provide medical or health care services are not exempt with respect to payments reportable on Form 1099-MISC.

The following codes identify payees that are exempt from backup withholding. Enter the appropriate code in the space in line 4.

- 1—An organization exempt from tax under section 501(a), any IRA, or a custodial account under section 403(b)(7) if the account satisfies the requirements of section 401(f)(2)
- 2—The United States or any of its agencies or instrumentalities
- 3—A state, the District of Columbia, a U.S. commonwealth or possession, or any of their political subdivisions or instrumentalities
- 4—A foreign government or any of its political subdivisions, agencies, or instrumentalities
- 5—A corporation
- 6—A dealer in securities or commodities required to register in the United States, the District of Columbia, or a U.S. commonwealth or possession
- 7—A futures commission merchant registered with the Commodity Futures Trading Commission
- 8—A real estate investment trust
- 9—An entity registered at all times during the tax year under the Investment Company Act of 1940
- 10—A common trust fund operated by a bank under section 584(a)
- 11—A financial institution
- 12—A middleman known in the investment community as a nominee or custodian
- 13—A trust exempt from tax under section 664 or described in section

Corporation, or S Corporation. Enter the entity's name as shown on the entity's tax return on line 1 and any business, trade, or DBA name on line 2.

above, 1 through 13.

IF the payment is for . . .	THEN the payment is exempt for . . .
Interest and dividend payments	All exempt payees except for 7
Broker transactions	Exempt payees 1 through 4 and 6 through 11 and all C corporations. S corporations must not enter an exempt payee code because they are exempt only for sales of noncovered securities acquired prior to 2012.
Barter exchange transactions and patronage dividends	Exempt payees 1 through 4
Payments over \$600 required to be reported and direct sales over \$5,000 ¹	Generally, exempt payees 1 through 5 ²
Payments made in settlement of payment card or third party network transactions	Exempt payees 1 through 4

¹ See Form 1099-MISC, Miscellaneous Income, and its instructions.

² However, the following payments made to a corporation and reportable on Form 1099-MISC are not exempt from backup withholding: medical and health care payments, attorneys' fees, gross proceeds paid to an attorney reportable under section 6045(f), and payments for services paid by a federal executive agency.

Exemption from FATCA reporting code. The following codes identify payees that are exempt from reporting under FATCA. These codes apply to persons submitting this form for accounts maintained outside of the United States by certain foreign financial institutions. Therefore, if you are only submitting this form for an account you hold in the United States, you may leave this field blank. Consult with the person requesting this form if you are uncertain if the financial institution is subject to these requirements. A requester may indicate that a code is not required by providing you with a Form W-9 with "Not Applicable" (or any similar indication) written or printed on the line for a FATCA exemption code.

A—An organization exempt from tax under section 501(a) or any individual retirement plan as defined in section 7701(a)(37)

B—The United States or any of its agencies or instrumentalities

C—A state, the District of Columbia, a U.S. commonwealth or possession, or any of their political subdivisions or instrumentalities

D—A corporation the stock of which is regularly traded on one or more established securities markets, as described in Regulations section 1.1472-1(c)(1)(i)

E—A corporation that is a member of the same expanded affiliated group as a corporation described in Regulations section 1.1472-1(c)(1)(i)

F—A dealer in securities, commodities, or derivative financial instruments (including notional principal contracts, futures, forwards, and options) that is registered as such under the laws of the United States or any state

G—A real estate investment trust

H—A regulated investment company as defined in section 851 or an entity registered at all times during the tax year under the Investment Company Act of 1940

I—A common trust fund as defined in section 584(a)

J—A bank as defined in section 581

K—A broker

L—A trust exempt from tax under section 664 or described in section 4947(a)(1)

M—A tax exempt trust under a section 403(b) plan or section 457(g) plan

Note. You may wish to consult with the financial institution requesting this form to determine whether the FATCA code and/or exempt payee code should be completed.

Line 5

Enter your address (number, street, and apartment or suite number). This is where the requester of this Form W-9 will mail your information returns.

Line 6

Part I. Taxpayer Identification Number (TIN)

Enter your TIN in the appropriate box. If you are a resident alien and you do not have and are not eligible to get an SSN, your TIN is your IRS individual taxpayer identification number (ITIN). Enter it in the social security number box. If you do not have an ITIN, see How to get a TIN below.

If you are a sole proprietor and you have an EIN, you may enter either your SSN or EIN. However, the IRS prefers that you use your SSN.

If you are a single-member LLC that is disregarded as an entity separate from its owner (see Limited Liability Company (LLC) on this page), enter the owner's SSN (or EIN, if the owner has one). Do not enter the disregarded entity's EIN. If the LLC is classified as a corporation or partnership, enter the entity's EIN.

Note. See the chart on page 4 for further clarification of name and TIN combinations.

How to get a TIN. If you do not have a TIN, apply for one immediately. To apply for an SSN, get Form SS-5, Application for a Social Security Card, from your local SSA office or get this form online at www.ssa.gov. You may also get this form by calling 1-800-772-1213. Use Form W-7, Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number, to apply for an ITIN, or Form SS-4, Application for Employer Identification Number, to apply for an EIN. You can apply for an EIN online by accessing the IRS website at www.irs.gov/businesses and clicking on Employer Identification Number (EIN) under Starting a Business. You can get Forms W-7 and SS-4 from the IRS by visiting IRS.gov or by calling 1-800-TAX-FORM (1-800-829-3676).

If you are asked to complete Form W-9 but do not have a TIN, apply for a TIN and write "Applied For" in the space for the TIN, sign and date the form, and give it to the requester. For interest and dividend payments, and certain payments made with respect to readily tradable instruments, generally you will have 60 days to get a TIN and give it to the requester before you are subject to backup withholding on payments. The 60-day rule does not apply to other types of payments. You will be subject to backup withholding on all such payments until you provide your TIN to the requester.

Note. Entering "Applied For" means that you have already applied for a TIN or that you intend to apply for one soon.

Caution: A disregarded U.S. entity that has a foreign owner must use the appropriate Form W-8.

Part II. Certification

To establish to the withholding agent that you are a U.S. person, or resident alien, sign Form W-9. You may be requested to sign by the withholding agent even if items 1, 4, or 5 below indicate otherwise.

For a joint account, only the person whose TIN is shown in Part I should sign (when required). In the case of a disregarded entity, the person identified on line 1 must sign. Exempt payees, see Exempt payee code earlier.

Signature requirements. Complete the certification as indicated in

What Name and Number To Give the Requester

For this type of account:	Give name and SSN of:
1. Individual	The individual
2. Two or more individuals (joint account)	The actual owner of the account or, if combined funds, the first individual on the account ¹
3. Custodian account of a minor (Uniform Gift to Minors Act)	The minor ²
4. a. The usual revocable savings trust (grantor is also trustee)	The grantor-trustee ¹
b. So-called trust account that is not a legal or valid trust under state law	The actual owner ¹
5. Sole proprietorship or disregarded entity owned by an individual	The owner ³
6. Grantor trust filing under Optional Form 1099 Filing Method 1 (see Regulation section 1.671-4(b)(2)(i)(A))	The grantor*
For this type of account:	Give name and EIN of:
7. Disregarded entity not owned by an individual	The owner
8. A valid trust, estate, or pension trust	Legal entity ⁴
9. Corporation or LLC electing corporate status on Form 8832 or Form 2553	The corporation
10. Association, club, religious, charitable, educational, or other tax-exempt organization	The organization
11. Partnership or multi-member LLC	The partnership
12. A broker or registered nominee	The broker or nominee
13. Account with the Department of Agriculture in the name of a public entity (such as a state or local government, school district, or prison) that receives agricultural program payments	The public entity
14. Grantor trust filing under the Form 1041 Filing Method or the Optional Form 1099 Filing Method 2 (see Regulation section 1.671-4(b)(2)(i)(B))	The trust

items 1 through 5 below.

1. Interest, dividend, and barter exchange accounts opened before 1984 and broker accounts considered active during 1983. You must give your correct TIN, but you do not have to sign the certification.

2. Interest, dividend, broker, and barter exchange accounts opened after 1983 and broker accounts considered inactive during 1983. You must sign the certification or backup withholding will apply. If you are subject to backup withholding and you are merely providing your correct TIN to the requester, you must cross out item 2 in the certification before signing the form.

3. Real estate transactions. You must sign the certification. You may cross out item 2 of the certification.

4. Other payments. You must give your correct TIN, but you do not have to sign the certification unless you have been notified that you have previously given an incorrect TIN. "Other payments" include payments made in the course of the requester's trade or business for rents, royalties, goods (other than bills for merchandise), medical and health care services (including payments to corporations), payments to a nonemployee for services, payments made in settlement of payment card and third party network transactions, payments to certain fishing boat crew members and fishermen, and gross proceeds paid to attorneys (including payments to corporations).

5. Mortgage interest paid by you, acquisition or abandonment of secured property, cancellation of debt, qualified tuition program payments (under section 529), IRA, Coverdell ESA, Archer MSA or HSA contributions or distributions, and pension distributions. You must give your correct TIN, but you do not have to sign the certification.

number printed on the IRS notice or letter.

If your tax records are not currently affected by identity theft but you think you are at risk due to a lost or stolen purse or wallet, questionable credit card activity or credit report, contact the IRS Identity Theft Hotline at 1-800-908-4490 or submit Form 14039.

For more information, see Publication 4535, Identity Theft Prevention and Victim Assistance.

Victims of identity theft who are experiencing economic harm or a system problem, or are seeking help in resolving tax problems that have not been resolved through normal channels, may be eligible for Taxpayer Advocate Service (TAS) assistance. You can reach TAS by calling the TAS toll-free case intake line at 1-877-777-4778 or TTY/TDD 1-800-829-4059.

Protect yourself from suspicious emails or phishing schemes. Phishing is the creation and use of email and websites designed to mimic legitimate business emails and websites. The most common act is sending an email to a user falsely claiming to be an established legitimate enterprise in an attempt to scam the user into surrendering private information that will be used for identity theft.

The IRS does not initiate contacts with taxpayers via emails. Also, the IRS does not request personal detailed information through email or ask taxpayers for the PIN numbers, passwords, or similar secret access information for their credit card, bank, or other financial accounts.

If you receive an unsolicited email claiming to be from the IRS, forward this message to phishing@irs.gov. You may also report misuse of the IRS name, logo, or other IRS property to the Treasury Inspector General for Tax Administration (TIGTA) at 1-800-366-4484. You can forward suspicious emails to the Federal Trade Commission at: spam@uce.gov or contact them at www.ftc.gov/idtheft or 1-877-IDTHEFT (1-877-438-4338).

Visit IRS.gov to learn more about identity theft and how to reduce your risk.

¹ List first and circle the name of the person whose number you furnish. If only one person on a joint account has an SSN, that person's number must be furnished.

² Circle the minor's name and furnish the minor's SSN.

³ You must show your individual name and you may also enter your business or "DBA" name on the "Business name/disregarded entity" name line. You may use either your SSN or EIN (if you have one), but the IRS encourages you to use your SSN.

⁴ List first and circle the name of the trust, estate, or pension trust. (Do not furnish the TIN of the personal representative or trustee unless the legal entity itself is not designated in the account title.) Also see Special rules for partnerships on page 1.

***Note.** Grantor also must provide a Form W-9 to trustee of trust.

Note. If no name is circled when more than one name is listed, the number will be considered to be that of the first name listed.

Secure Your Tax Records from Identity Theft

Identity theft occurs when someone uses your personal information such as your name, social security number (SSN), or other identifying information, without your permission, to commit fraud or other crimes. An identity thief may use your SSN to get a job or may file a tax return using your SSN to receive a refund.

To reduce your risk:

- Protect your SSN,
- Ensure your employer is protecting your SSN, and
- Be careful when choosing a tax preparer.

If your tax records are affected by identity theft and you receive a notice from the IRS, respond right away to the name and phone

Privacy Act Notice

Section 6109 of the Internal Revenue Code requires you to provide your correct TIN to persons (including federal agencies) who are required to file information returns with the IRS to report interest, dividends, or certain other income paid to you; mortgage interest you paid; the acquisition or abandonment of secured property; the cancellation of debt; or contributions you made to an IRA, Archer MSA, or HSA. The person collecting this form uses the information on the form to file information returns with the IRS, reporting the above information. Routine uses of this information include giving it to the Department of Justice for civil and criminal litigation and to cities, states, the District of Columbia, and U.S. commonwealths and possessions for use in administering their laws. The information also may be disclosed to other countries under a treaty, to federal and state agencies to enforce civil and criminal laws, or to federal law enforcement and intelligence agencies to combat terrorism. You must provide your TIN whether or not you are required to file a tax return. Under section 3406, payers must generally withhold a percentage of taxable interest, dividend, and certain other payments to a payee who does not give a TIN to the payer. Certain penalties may also apply for providing false or fraudulent information.

INSTRUCTIONS

1. Utilisation de la lettre d'envoi

Le mode de livraison de la présente lettre d'envoi et de tout certificat ou avis du SID qui l'accompagne, le cas échéant, représentant les actions déposées et tout autre document ou instrument requis, est au choix et aux risques du porteur, et la livraison ne sera réputée avoir eu lieu que lorsque ces documents sont effectivement reçus par le dépositaire. La société et l'acheteur recommandent que les documents nécessaires soient remis en mains propres au dépositaire, à son ou ses bureaux dont l'adresse figure à la dernière page de la présente lettre d'envoi, et qu'un accusé de réception soit obtenu; sinon, il est suggéré d'utiliser le courrier recommandé, de demander un accusé de réception et de bien assurer l'envoi. La livraison de ces documents ne sera réputée valide que lorsque ces documents auront été effectivement reçus par le dépositaire. Les actionnaires dont les actions sont immatriculées au nom d'un courtier, d'un courtier en valeurs mobilières, d'une banque, d'une société de fiducie ou d'un autre prête-nom devraient communiquer avec un tel prête-nom pour obtenir de l'aide dans le dépôt de ces actions.

2. Signatures

La présente lettre d'envoi doit être remplie et signée par le porteur d'actions indiqué ci-dessus ou par son représentant dûment autorisé (conformément à l'Instruction 4).

- a) Si la présente lettre d'envoi est signée par le propriétaire inscrit des certificats ou des avis du SID joints, selon le cas, représentant les actions déposées, la signature doit correspondre en tous points au nom figurant au registre ou indiqué au recto des certificats ou des avis du SID, selon le cas, sans aucune différence; il n'est alors pas nécessaire d'endosser les certificats ou les avis du SID, selon le cas. Si les certificats transmis ou les avis du SID, selon le cas, constituent une preuve des actions qui sont immatriculées au nom de deux ou plusieurs copropriétaires, tous les propriétaires doivent signer la présente lettre d'envoi.
- b) Si la présente lettre d'envoi est signée pour le compte d'un actionnaire inscrit par une autre personne que le ou les propriétaires inscrits du ou des certificats ou avis du SID ci-joints, selon le cas, représentant les actions déposées :
 - (i) le ou les certificats déposés ou avis du SID, selon le cas, doivent être endossés ou accompagnés d'une procuration appropriée aux fins de transfert des actions qui est dûment remplie par le ou les propriétaires inscrits;
 - (ii) la ou les signatures sur l'endossement ou la procuration doivent correspondre exactement aux noms du ou des propriétaires inscrits, tels qu'ils sont inscrits ou figurent sur le ou les certificats ou le ou les avis du SID et doivent être garanties de la manière indiquée à la directive 3 ci-dessous.

3. Garantie de signatures

Si a) la présente lettre d'envoi est signée par une personne autre que le ou les propriétaires inscrits des actions déposées, ou si b) parce que l'arrangement n'est pas conclu, des actions déposées doivent être retournées à une personne autre que le ou les propriétaires inscrits ou envoyées à une autre adresse que celle du ou des propriétaires inscrits qui figure aux registres de la Société, ou si c) la contrepartie doit être émise au nom d'une personne autre que le propriétaire inscrit des actions déposées, cette signature doit être garantie par un établissement admissible (au sens attribué à ce terme ci-après), ou d'une autre manière jugée satisfaisante par le dépositaire (toutefois, aucune garantie n'est nécessaire si la signature est celle d'un établissement admissible).

Un « établissement admissible » désigne une banque canadienne de l'annexe I, une grande société de fiducie du Canada, une banque commerciale ou une société de fiducie des États-Unis, un participant au Securities Transfer Association Medallion Program (STAMP), un participant au Stock Exchange Medallion Program (SEMP) ou un participant au Medallion Signature Program (MSP) de la New York Stock Exchange Inc. Les participants à ces programmes sont habituellement des membres de bourses de valeurs reconnues au Canada et aux États-Unis, des membres de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières ou, aux États-Unis, des membres de la Financial Industry Regulatory Authority ou des banques ou des sociétés de fiducie.

4. Signature d'un représentant

Si la présente lettre d'envoi est signée par une personne agissant en qualité de représentant, par exemple a) un liquidateur, un administrateur, un fiduciaire ou un tuteur, ou b) pour le compte d'une société par actions, d'une société de personnes ou d'une association, dans tous les cas, la signature doit être garantie par un établissement admissible ou de toute autre façon jugée satisfaisante par le dépositaire et attestant son pouvoir d'agir à ce titre (sauf

si la signature est celle d'un établissement admissible). L'acheteur ou le dépositaire peut, à son gré, exiger une preuve additionnelle de ce pouvoir d'agir ou des documents supplémentaires.

5. Divers

- a) S'il n'y a pas suffisamment d'espace dans la présente lettre d'envoi pour dresser la liste de tous les certificats ou avis du SID, selon le cas, représentant les actions déposées, veuillez joindre une liste distincte signée indiquant les numéros des certificats ou d'avis du SID et le nombre d'actions déposées supplémentaires.
- b) Si des actions déposées sont immatriculées à des noms différents (p.ex., « Jean Tremblay » et « J. Tremblay »), il faudra signer une lettre d'envoi distincte pour chaque immatriculation différente.
- c) Aucun dépôt de remplacement, aucun dépôt conditionnel, ni aucun dépôt éventuel ne sera accepté.
- d) La Convention d'arrangement, la présente lettre d'envoi et toute entente relative à l'arrangement seront interprétées et régies conformément aux lois de la province du Québec et aux lois du Canada qui s'y appliquent.
- e) On peut obtenir d'autres exemplaires de la circulaire et de la présente lettre d'envoi auprès du dépositaire, à ses bureaux dont les adresses sont indiquées ci-après.
- f) À moins d'indication contraire aux présentes, tous les renvois aux devises sont exprimés dans la monnaie légale du Canada (\$) et le symbole « \$ » fait référence au dollar canadien.
- g) Il demeure entendu qu'aucun intérêt ne courra ou ne sera versé à l'égard de la contrepartie prévue aux termes de l'arrangement.

6. Perte de certificats

Le présent article ne s'applique pas aux avis du SID.

Option 1 : Si un certificat est perdu, volé ou détruit, il faut remplir la présente lettre d'envoi en inscrivant le plus d'information possible et l'envoyer au dépositaire avec une lettre exposant les circonstances de la perte. Le dépositaire y répondra en indiquant les exigences pour obtenir un certificat de remplacement.

Option 2 : Les actionnaires dont le certificat a été perdu, volé ou détruit peuvent participer au programme d'assurance détournements de Computershare offert par Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada, en cochant l'ENCADRÉ E ci-dessus, et en remettant un chèque certifié ou un mandat à l'ordre de la Services aux investisseurs Computershare inc.

7. Annulation des droits après six ans

Si un ancien actionnaire omet de remettre au dépositaire, au maximum le jour du sixième anniversaire de la date de prise d'effet de la lettre d'envoi, le ou les certificats ou avis du SID, selon le cas, représentant les actions et tout autre document ou acte devant être remis au dépositaire afin de pouvoir toucher la contrepartie à laquelle il a droit, au sixième anniversaire de la date de prise d'effet, a) l'ancien actionnaire sera réputé avoir renoncé au profit de l'acheteur ou de son successeur toute contrepartie à laquelle il a droit, détenue en fiducie par le dépositaire à son nom, b) tout certificat ou avis du SID, selon le cas, représentant les actions auparavant détenues par l'ancien actionnaire cessera de représenter un droit de quelque nature que ce soit et sera réputé avoir été abandonné à l'acheteur et annulé. Ni la Société ni l'acheteur ne saurait être tenu responsable à l'égard de toute personne relativement à une contrepartie (y compris la contrepartie auparavant détenue en fiducie par le dépositaire au nom d'un ancien actionnaire) à laquelle on aurait renoncé au profit de la Société ou de l'acheteur, ou qui aurait été remise à un fonctionnaire en vertu d'une loi sur les biens abandonnés, la déshérence ou d'une autre loi similaire.

Tout paiement que le dépositaire ou la Société, selon le cas, a effectué par chèque aux termes du présent plan d'arrangement, qui n'a pas été déposé ou a été retourné au dépositaire ou à la Société, ou qui demeure autrement non réclamé, dans chacun des cas, au plus tard au sixième anniversaire de l'heure d'entrée en vigueur, et tout droit à un paiement en vertu des présentes qui demeure impayé au sixième anniversaire de l'heure d'entrée en vigueur cessera de représenter un droit de quelque nature que ce soit et le droit du porteur de recevoir la contrepartie applicable pour les actions ordinaires conformément au présent Plan d'arrangement prendra fin et sera réputé abandonné, sans aucune contrepartie, à l'acheteur ou à la Société, selon le cas.

8. Substitute Form W-9 — U.S. Shareholders

[Note : Le texte qui suit ne s'adresse qu'à des actionnaires américains et est donc présenté dans sa version originale anglaise.]

In order to avoid “backup withholding” of United States income tax on payments made on the Shares, a Shareholder that is a U.S. holder (as defined below) must generally provide the person’s correct taxpayer identification number (“TIN”) on the Substitute Form W-9 above and certify, under penalties of perjury, that such number is correct, that such Shareholder is not subject to backup withholding, and that such Shareholder is a U.S. person (including a U.S. resident alien). If the correct TIN is not provided or if any other information is not correctly provided, payments made with respect to the Shares may be subject to backup withholding of 24%. For the purposes of this Letter of Transmittal, a “U.S. holder” or “U.S. person” means: a beneficial owner of Shares that, for United States federal income tax purposes, is (a) a citizen or resident of the United States, (b) a corporation, or other entity classified as a corporation for United States federal income tax purposes, that is created or organized in or under the laws of the United States or any state in the United States, including the District of Columbia, (c) an estate if the income of such estate is subject to United States federal income tax regardless of the source of such income, (d) a trust if (i) such trust has validly elected to be treated as a U.S. person for United States federal income tax purposes or (ii) a United States court is able to exercise primary supervision over the administration of such trust and one or more U.S. persons have the authority to control all substantial decisions of such trust, or (e) a partnership, limited liability company or other entity classified as a partnership for United States tax purposes that is created or organized in or under the laws of the United States or any state in the United States, including the District of Columbia.

Backup withholding is not an additional United States income tax. Rather, the United States income tax liability of persons subject to backup withholding will be reduced by the amount of tax withheld. If backup withholding results in an overpayment of taxes, a refund may be obtained provided that the required information is furnished to the IRS.

Certain persons (including, among others, corporations, certain “not-for-profit” organizations, and certain non-U.S. persons) are not subject to backup withholding. A Shareholder that is a U.S. holder should consult his or her tax advisor as to the shareholder’s qualification for an exemption from backup withholding and the procedure for obtaining such exemption.

The TIN for an individual United States citizen or resident is the individual’s social security number.

The “Awaiting TIN” box of the substitute Form W-9 may be checked if a Shareholder has not been issued a TIN and has applied for a TIN or intends to apply for a TIN in the near future. If the “Awaiting TIN” box is checked, the Shareholder that is a U.S. holder must also complete the Certificate of Awaiting Taxpayer Identification Number found below the Substitute Form W-9 in order to avoid backup withholding. If a Shareholder that is a U.S. holder completes the Certificate of Awaiting Taxpayer Identification Number but does not provide a TIN within 60 days, such Shareholder will be subject to backup withholding at a rate of 24% until a TIN is provided.

Failure to furnish TIN — If you fail to furnish your correct TIN, you are subject to a penalty of U.S.\$50 for each such failure unless your failure is due to reasonable cause and not to willful neglect.

Non-U.S. holders receiving payments in the U.S. should return a completed Form W-8BEN, a copy of which is available from the Depository upon request.

9. Avis relatif à la protection des renseignements personnels

Computershare s’engage à protéger vos renseignements personnels. Dans le cadre des services que nous fournissons, nous recevons certains renseignements personnels non publics sur les actionnaires; ces renseignements proviennent notamment des opérations que Computershare réalise, des formulaires que les actionnaires lui envoient ou d’autres communications qu’elle peut avoir avec les actionnaires ou leurs représentants. Ces renseignements pourraient comprendre le nom d’un actionnaire, ses coordonnées (comme son adresse résidentielle, son adresse de correspondance et son adresse électronique), son numéro d’assurance sociale, ses réponses à des sondages, ses avoirs en titres et d’autres renseignements financiers. Computershare se sert de ces renseignements pour gérer les comptes des actionnaires, pour mieux répondre aux besoins des clients et à d’autres fins légitimes liées à ses services. Computershare peut transférer des renseignements personnels à d’autres sociétés au Canada et à l’étranger qui assurent le traitement et le stockage des données ou d’autres services de soutien afin de faciliter sa prestation de services. Le dépositaire a établi un Code de confidentialité afin d’informer les actionnaires sur ses pratiques dans ce domaine, sur la façon dont leurs renseignements personnels sont protégés et sur la manière de communiquer avec le chef de la protection des renseignements personnels de Computershare. On peut consulter ce code sur le site Web du

dépositaire, au www.computershare.com, ou en demander un exemplaire par écrit à Computershare au 100 University Avenue, 8th Floor, North Tower Toronto (Ontario) M5J 2Y1. Computershare se servira des renseignements fournis dans la présente lettre d'envoi ou joints à celle-ci pour traiter la demande de l'actionnaire et il considérera que l'envoi par l'actionnaire de la présente lettre d'envoi a valeur de consentement à ce qui précède.

10. Emplacements de collecte du paiement

Le paiement, constitué soit d'un chèque ou d'actions, peut être récupéré dans les bureaux de Computershare offrant des services au comptoir. Les instructions de cueillette doivent être sélectionnées dans l'ENCADRÉ A. La liste des emplacements de bureau de Computershare pertinents figure ci-après :

Montréal	Toronto	Calgary	Vancouver
1500, boul. Robert-Bourassa, 7 ^e étage Montréal (Québec) H3A 3S8	100 University Avenue 8 th Floor, North Tower Toronto (Ontario) M5J 2Y1	Home Oil Tower 800, 324 – 8 th Avenue SW Calgary (Alberta) T2P 2Z2	510 Burrard Street, 2 nd Floor, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3A8

Le dépositaire est :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

En mains propres ou par messenger

100 University Avenue, 8th Floor, North Tower
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1

Par la poste

P.O. Box 7021
31 Adelaide St. E
Toronto (Ontario)
M5X 3H2

À l'attention de : Corporate Actions

Numéro de téléphone sans frais : 1 800 564 6253

Adresse électronique : corporateactions@computershare.com